

Conseil municipal

Déposée à la séance du 3 mars 2020

Renvoi direct en commission demandé:

Commission :

M-

« Favoriser la création d'un label permettant de reconnaître et valoriser les entreprises exemplaires en matière de promotion de la diversité, de protection des droits humains et de respect du principe de non-discrimination », Motion de Uzma Khamis Vannini,

PROJET DE MOTION

Considérant :

- L'article 15, alinéa 2 de la Constitution genevoise : « Nul ne doit subir de discrimination du fait notamment de son origine, de sa situation sociale, de son orientation sexuelle, de ses convictions ou d'une déficience » ainsi que son article 41, alinéas 2, 3 et 4 (Mise en œuvre) ;
- Le fait que, selon l'OFS « Parmi les personnes déclarant avoir vécu une expérience de discrimination au cours des 5 dernières années, près de la moitié (48%) l'ont été dans le cadre du travail ou de la recherche d'emploi. Le travail constitue ainsi la situation la plus fréquente, qui se détache clairement des suivantes. »ⁱ
- Les inégalités salariales entre femmes et hommes, la proportion de femmes siégeant dans les conseils d'administration des entreprises suisses inférieure à la moyenne européenne et le nombre des violences sexuelles et sexistes dans le monde du travail, comme démontré par de nombreuses études ;
- Les discriminations raciales dans le monde du travail occupant systématiquement la deuxième place sur les dix domaines étudiés par le Centre Ecoute contre le racisme, cofinancé par la Ville de Genève ;
- Les discriminations liées à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre dans le monde du travail, trop peu prises en compte, et le fait que, selon certaines études, 67 % des personnes interrogées ne souhaitent pas faire leur coming-out au travail, par peur des conséquences négatives ;
- L'exclusion du monde du travail subie par les personnes vivant en situation de handicap, peu souvent considérées comme membre du monde du travail à entière ;
- La charte de l'Union des villes genevoisesⁱⁱ (personne ne devrait être discriminé du fait de son sexe, âge, appartenance ethnique, orientation sexuelle ou identité de genre ou de déficiences », etc.)

- Le fait que le Code pénal et le Code pénal militaire suisses incluent la pénalisation de la discrimination et de l'incitation à la haine en raison de l'orientation sexuelle.

Le Conseil municipal invite le Conseil administratif :

- à soutenir le principe d'un dispositif (label ou association de labels) permettant de reconnaître et valoriser les entreprises exemplaires en matière de promotion et de protection des droits humains, de respect du principe constitutionnel de non-discrimination ainsi que de diversité et d'inclusion;
- à donner son soutien à la création d'un tel dispositif, dans la mesure de ses compétences, et en faisant partie, sous forme de délégation, d'un groupe de travail ou d'un comité consultatif ;
- à s'engager à ce que la Ville de Genève, en tant qu'employeuse, soit parmi les premières entreprises à être reconnues par le biais de ce futur dispositif, en prenant les mesures idoines ;

Signature(s) des motionnaire(s)

ⁱ <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/population/migration-integration/vivre-ensemble-suisse/experience-discrimination.html>

ⁱⁱ http://www.ville-geneve.ch/fileadmin/public/Departement_3/Documents_d_actualite/Charte-droits-humains-communes-ville-de-geneve.pdf